

# SUPPORTERRES

## L'AGROÉCOLOGIE AU TEMPS DES GUERRES, SÉCHERESSES ET CATASTROPHES

TRIMESTRIEL N°33 • SEPTEMBRE 2025 • N°D'AGRÈMENT P601176





# CONTRE VENTS ET MARÉES, GARDER LE CAP SUR L'AGROÉCOLOGIE

Qu'on zappe ou qu'on scrolle, le tableau reste le même : les guerres, crises et catastrophes envahissent l'actualité depuis plusieurs années. Pandémie du COVID-19, guerre en Ukraine, inondations, vagues de chaleur inédites, déclin des démocraties aux États-Unis et en Europe, génocide à Gaza, conflits armés en Afrique centrale. Or, dans les régions sinistrées, le chaos entrave les avancées en matière d'écologie et de justice sociale et les lobbys de l'agro-industrie n'hésitent pas à jouer sur la peur de la famine pour dissuader toute initiative politique en matière d'agriculture durable. En Europe, les débats sur l'usage des pesticides menés face à la Guerre en Ukraine l'ont dramatiquement démontré.

Pourtant, développer l'agroécologie est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Non seulement parce que l'urgence des crises ne doit pas nous détourner du véritable compte-à-rebours qui menace nos sociétés : celui de l'effondrement écologique et de l'explosion des inégalités. Mais aussi parce que l'agroécologie est la meilleure voie pour construire des systèmes alimentaires résilients face aux catastrophes climatiques et humanitaires.

En Palestine, par exemple, l'agroécologie permet à certains villages de regagner une part d'autonomie alimentaire face à l'oppression militaire, tout comme elle avait permis à Cuba de survivre face au blocus américain dans la seconde moitié du XXe siècle. Au Burkina Faso, son développement assure la subsistance de nombreuses personnes déplacées qui fuient les conflits. Et en Belgique comme aux abords du Lac Tchad, les pratiques agroécologiques tempèrent l'impact des crues et des sécheresses, et régénèrent dans le Sahel les terres frappées par la désertification.

Lorsque drames et catastrophes occultent notre champ de vision, rappelons-nous que la lutte pour la justice sociale et l'équilibre écologique est le meilleur moyen de construire un monde sans crises pour les générations futures. C'est cette conviction qui donne la force à Humundi et aux autres ONG de coopération au développement de maintenir leur cap, contre vents et marées.



**NICOLAS BARLA**  
Coordinateur du Supporterres

**Vous découvrez Supporterres et souhaitez le recevoir gratuitement ?**  
Écrivez-moi à : [nba@humundi.org](mailto:nba@humundi.org)

## SOMMAIRE

<b>En direct</b>	<b>3</b>
Écoutez-nous, plutôt que les Grands Pollueurs !	
<b>Voix du sud</b>	<b>4</b>
Agroécologie et résilience : des solutions rurales pour les déplacés au Burkina Faso et en Éthiopie	
<b>On prend la température</b>	<b>6</b>
En Palestine, l'agroécologie comme moyen de résistance	
<b>En un clic</b>	<b>8</b>
Pourquoi l'agroécologie est-elle plus résiliente face aux catastrophes climatiques, aux crises économiques et aux conflits ?	
<b>Grand angle</b>	<b>10</b>
Transformer l'agriculture face à la crise climatique	
La Guerre en Ukraine instrumentalisée par les adversaires de l'agroécologie	
<b>Focus</b>	<b>14</b>
Cuba : une transition agroécologique imposée par l'histoire	
<b>Notre regard sur</b>	<b>15</b>
La coopération internationale : un levier essentiel à préserver face aux défis mondiaux sous pression	
<b>Envie d'aller plus loin ?</b>	<b>16</b>

### Humundi asbl

Rue aux Laines 4 - 1000 Bruxelles  
T 02 548 06 70

CCP : BE83 0000 0000 1515

BIC : BPOTBEB1

[www.humundi.org](http://www.humundi.org)

### Éditeur Responsable

Benoît de Waegeneer

Design Studio Treize

Cover Maurine Larcher © Humundi

Réalisé avec le soutien de



**Belgique**

partenaire du développement

S/2025/6864/33

## ÉCOUTEZ-NOUS, PLUTÔT QUE LES GRANDS POLLUEURS !

Le dimanche 5 octobre, les foules envahiront à nouveau les rues de Bruxelles pour participer à la grande Marche pour le climat. La *Coalition Climat* appelle les Belges à faire nombre pour montrer aux politiques que l'urgence climatique reste une préoccupation majeure : « *Aujourd'hui, nous sommes une majorité silencieuse qui veut que le gouvernement agisse. Sous prétexte de soutenir l'économie, le gouvernement continue d'utiliser notre argent pour faire des cadeaux fiscaux aux Grands Pollueurs, qui aggravent les inégalités, dégradent notre santé et le climat. Comment peut-on encore subventionner les énergies polluantes ? Pourquoi n'y a-t-il toujours pas de taxes sur les entreprises responsables de la crise climatique ? Et pourquoi les ultra-riches, responsables d'une grande part des émissions, ne contribuent-ils pas davantage à la réduction des inégalités et au financement de la transition ?* »

Certain.e.s se demandent peut-être : « Les marches pour le climat, est-ce que ça marche vraiment ? ». Pour réponse, rappelons-nous des paroles de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui avouait elle-même que sans les marches pour le climat, sans la mobilisation des jeunes, le Green Deal n'aurait jamais vu le jour. Pourtant, à l'heure où les ambitions climatiques se dégonflent, il est plus important que jamais de mettre les bouchées doubles ! D'autant qu'au-delà des inondations, sécheresses et incendies qui frappent déjà l'Europe, la crise climatique compte parmi les principales causes de l'insécurité alimentaire et de l'extrême pauvreté des producteurs à travers le monde.

**MARCHÉ CLIMAT**

DIMANCHE 5 OCT 2025

BRUXELLES  
GARE DU NORD  
DÉPART À 13:00

ENSEMBLE  
FAISONS  
**BASCULER**  
LES  
FINANCEMENTS

ÉCOUTEZ-NOUS,  
PAS LES GRANDS POLLUEURS

Ministère de l'Environnement et du Climat  
Ministère de l'Énergie et du Climat  
Coalition Climat

MARCHECLIMAT.BE

**Rendez-vous donc  
le dimanche 5 octobre à 13h,  
Gare du Nord à Bruxelles !**



# AGROÉCOLOGIE ET RÉSILIENCE : DES SOLUTIONS RURALES POUR LES DÉPLACÉS AU BURKINA FASO ET EN ÉTHIOPIE

Au Burkina Faso comme en Éthiopie, la crise des déplacés bouleverse la vie de millions de personnes. Plus de 2,1 millions de Burkinabès, soit 10 % de la population, et plus de 4,4 millions d'Éthiopiens ont fui la guerre, l'insécurité ou la sécheresse. Ces mouvements massifs réinventent la géographie des villages, saturent les ressources naturelles et mettent l'agriculture à rude épreuve dans les régions où s'amassent les déplacés. Selon la FAO, l'accès à la terre, la raréfaction de l'eau et l'insécurité alimentaire comptent parmi les défis majeurs que pose cette situation. Au Burkina, 37 % des déplacés souffrent de faim aiguë et en Éthiopie, de nombreux agriculteurs se trouvent privés de leurs moyens de production. Mais divers mouvements locaux mobilisent l'agroécologie pour leur venir en aide.

## APIL ET PELUM : RESTAURER DES VIES PAR LA TERRE ET LA SOLIDARITÉ

Au Burkina Faso, l'Association pour la Promotion des Initiatives Locales (APIL) a fait de l'accueil et de la réinsertion des déplacés sa priorité. Face à des familles qui ont tout perdu, APIL propose des formations à l'agroécologie et de l'accompagnement permettant aux communautés déplacées de se reconstruire. Un terrain de 7 hectares attend par exemple d'être mis en valeur pour permettre à davantage de familles déplacées de se relancer dans l'agriculture.

Quant aux plaines et montagnes d'Éthiopie, le réseau PELUM rassemble ONG et organisations paysannes autour d'une conviction : la solidarité et l'agroécologie sont les meilleures armes contre l'exclusion. PELUM facilite la création de parcelles communautaires agroécologiques dans les zones de déplacement et encourage la mutualisation des ressources (semences, compost, outils), l'apprentissage entre pairs et l'innovation locale. Les déplacés, éloignés de leurs champs d'origine, trouvent ici un terrain d'action collectif, où la diversité alimentaire est préservée malgré la précarité du quotidien.

### L'AGROÉCOLOGIE, VECTEUR DE RÉSILIENCE

Les deux organisations partagent une même philosophie, celle de rendre les personnes déplacées actrices de leur propre relèvement grâce à l'agroécologie et au collectif. Comme le note Hailu Araya, directeur de PELUM Ethiopia, « l'agroécologie, ce n'est pas seulement de l'agriculture. C'est un partage de connaissances, un partage culturel, un capital social d'amélioration ».

Par ailleurs, le gouvernement éthiopien observe que les pratiquants de l'agroécologie sont plus résilients que les autres agriculteurs. Au Burkina Faso, Aminata Diallo, présidente de l'association d'éleveurs ANDAL & PINAL, pose le même constat : « l'agroécologie permet aux déplacés de reconstruire des moyens d'existence durables, même dans des zones où les terres sont pauvres et dégradées ». En leur permettant de cultiver avec peu de moyens, de valoriser des terres souvent dégradées et de recouvrer leur autonomie alimentaire, l'agroécologie offre aux déplacés internes bien plus qu'une simple production agricole. Grâce à la diversification des cultures et à la transformation locale, elle génère aussi des revenus sur les marchés. En impliquant déplacés et communautés hôtes dans des projets collectifs, elle réduit les tensions et renforce la résilience face aux crises. C'est donc un levier concret de survie, de dignité et d'avenir.



### LES FEMMES, PRINCIPALES OUBLIÉES...

Au cœur de ces initiatives agroécologiques, les femmes apparaissent comme des piliers incontournables de la résilience et du renouveau. Que ce soit dans les villages d'accueil ou sur les parcelles communautaires, elles s'impliquent dans la gestion des espaces cultivés et la transmission des savoirs. Souvent premières touchées par l'exil et la précarité, elles deviennent également premières actrices de la reconstruction, en garantissant la sécurité alimentaire de leur famille et en recréant du lien social qui donne un nouvel espoir dans la communauté. « Les femmes sont très vulnérables », souligne Aminata Diallo, « et il est important que nous nous penchions sur l'accompagnement de celles qui entretiennent les jardins nutritifs. Il faut les aider à développer ce type d'agriculture familiale qui permet à la famille de bien se nourrir et qui permet à la femme d'avoir des revenus pour vraiment se prendre en charge de façon digne ».

### L'AGROÉCOLOGIE COMME HORIZON

Les associations comme APIL et PELUM prouvent ainsi chaque jour que l'agroécologie peut transformer la vie de familles déplacées. La terre redevient un socle, l'apprentissage un moteur, la solidarité une évidence. Comme nous le confie Hailu Araya, « l'agroécologie, ce n'est pas qu'une question de technique, c'est avant tout une manière de reconstruire sa dignité et de retisser du lien ».

**ERIKA FAILLACI**  
Volontaire





# EN PALESTINE, L'AGROÉCOLOGIE COMME MOYEN DE RÉSISTANCE

Alors que le génocide à Gaza se perpétue, la population palestinienne de Cisjordanie souffre depuis des décennies de l'ingérence israélienne, qui prive de nombreux agriculteurs et agricultrices palestiniens d'accès aux ressources naturelles. Face à ces actes qualifiés d'écocide, les paysans, les femmes et les jeunes cherchent à se libérer de l'emprise Israélienne grâce à l'agroécologie.

## La souveraineté alimentaire palestinienne au centre du viseur

Rappelons d'abord que le territoire de Cisjordanie est divisé en trois zones : la zone A sous l'autorité palestinienne (18%), la zone B sous tutelle mixte mais contrôlée par l'armée israélienne (21%) et la zone C sous contrôle israélien (61%). Or, en zone C, Israël contrôle l'accès aux ressources naturelles : choix des cultures, accès à la terre, accès à l'eau. Des points de contrôle limitent



le mouvement des Palestiniens et de nombreux agriculteurs se sont retrouvés coupés de leurs cultures par le mur de « l'Apartheid » qui sépare Israël de la Cisjordanie et le mur d'enclave de Gaza. Selon Lina Isma'il, co-fondatrice du Palestinian Agroecological Forum (PAF), la signature du Protocole de Paris (1994), qui acte cet état de fait, aura créé une économie palestinienne captive, exploitée par l'état israélien et les compagnies privées.

Or, ce contrôle et cette réclusion s'accompagnent d'un véritable écocide et d'un anéantissement du système de production traditionnel palestinien, appelé *baladi*. En quelques décennies, 70% des terres agricoles et des vergers ont été détruits, ainsi que des milliers de serres agricoles ; 43% de l'eau a disparu, asséchée ou polluée. L'approvisionnement des Palestiniens repose dès lors largement sur les exportations agroindustrielles israéliennes - la Palestine étant ainsi le troisième marché d'exportation d'Israël.

### Un mouvement agroécologique en Palestine

Face à la pression israélienne, toutefois, de nombreux Palestiniens tentent de recouvrer leur souveraineté alimentaire en misant sur l'agroécologie et la restauration des cultures traditionnelles. Depuis 2018, le Palestinian Agroecological Forum (PAF) travaille avec acharnement et d'autres suivent également cette voie. Saad Dagher, ancien agronome, réapprivoise par exemple le système *baladi* pour survivre sous l'occupation israélienne. Il arrive à toucher les jeunes palestiniens en faisant des liens entre l'agroécologie et la liberté. De même, des fermes comme celle d'Om Sleiman fonctionnent en coopératives de producteurs et consommateurs, et offrent aux populations le choix d'un autre système alimentaire que celui basé sur les importations.

Le cas des olives est également parlant. Les producteurs d'olives sont exposés à de nombreuses violences de la part des autorités israéliennes. Durant le mois d'octobre 2024, par exemple, 200 actes de vandalisme,

d'interdiction d'accès ou de vol ont été recensés par les autorités palestiniennes contre les cueilleurs d'olives qui travaillent dans les grandes coopératives israéliennes. Face à cette situation, la *Palestine Fair Trade Association* offre alors une alternative salvatrice. En aidant les fermiers à récolter les olives et à les revendre, elle leur permet de valoriser leurs productions à un meilleur prix que la coopérative israélienne. Elle offre par ailleurs un cadre de production plus sécurisé.

### A Gaza, des décennies de lutte réduites à néant

La situation est cependant bien plus dramatique dans la bande de Gaza, et l'était avant même que ne débute le génocide actuel. Voilà plus de 50 ans que la nourriture est utilisée comme une arme de guerre par Israël. Si bien que de nombreux gazaouis ont œuvré pendant des décennies à renforcer la production locale, parvenant à même à rendre Gaza autosuffisante en fruits et légumes. C'est dans cette dynamique qu'avait vu le jour la banque de semences Al-Qarara Baladi, portée par une communauté de 300 femmes engagées dans la formation et le partage de connaissances agroécologiques. Mais depuis le début de la guerre et du génocide, le chaos s'est installé. Les bombardements ont ravagé la plupart des unités de production et la banque de semences Al-Qarara a été détruite en décembre 2023.

### Les germes d'une transformation sociale

La *Nabka* et la création de l'état d'Israël, en 1948, sont le point de départ d'un interminable exil pour le peuple palestinien et d'une longue perte des savoirs et de savoir-faire. Mais face à l'oppression, l'agroécologie s'impose comme une arme pour sortir de la dépendance forcée, en redonnant du pouvoir aux Palestiniens pour transformer leurs systèmes alimentaires et de l'autonomie aux producteurs, tout particulièrement aux femmes. En ce sens, l'agroécologie en Palestine est avant tout un mouvement de transformation sociale et politique qui donne de l'espoir aux jeunes générations.

**MANON ARMENIO**  
Volontaire





### L'AGROÉCOLOGIE

**DIVERSIFIE LES CULTURES ET LES ESPÈCES AU SEIN D'UNE MÊME PARCELLE AGRICOLE**

... ce qui limite les pertes en cas d'invasion d'insectes ou de températures extrêmes. Si une culture vulnérable est détruite, on peut toujours compter sur les autres.



### L'AGROÉCOLOGIE

**MISE SUR LES CIRCUITS-COURTS LOCAUX POUR VENDRE LES ALIMENTS (PLUTÔT QUE SUR LES CHAINES INDUSTRIELLES ET LE MARCHÉ MONDIALISÉ)**

... ce qui protège les producteurs des violentes fluctuations de prix sur le marché mondial.

... et qui garantit aux consommateurs un accès à des produits sains et diversifiés, même lorsque les importations alimentaires sont perturbées.



**POUR L'AGROÉCOLOGIE EST-ELLE PLUS RÉSILIENTE FACE AUX CATASTROPHES CLIMATIQUES, CRISES ÉCONOMIQUES ET AUX CO**

**L'AGROÉCOLOGIE DÉPEND MOINS DES LOURDES MACHINES AGRICOLES**

... ce qui protège contre les crises énergétiques et la flambée des prix du pétrole.



**L'AGROÉCOLOGIE N'UTILISE PAS OU PEU D'ENGRAIS AZOTÉS ET DE PESTICIDES DE SYNTHÈSE, NI D'ALIMENTS IMPORTÉS POUR NOURRIR LE BÉTAIL**

... ce qui prémunit contre les flambées des prix sur le marché mondial, provoquées par les crises financières ou diplomatiques.



L'agroécologie est un ensemble de pratiques qui visent à construire un système alimentaire respectueux de l'humain, de l'environnement et résilient face aux crises

POURQUOI L'AGROÉCOLOGIE EST-ELLE LA PLUS ADAPTEE AUX CLIMATS CHANGANTS, AUX INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET AUX CONFLITS ?



**L'AGROÉCOLOGIE**  
FOURNIT UN LIEU DE VIE  
POUR QUANTITÉ D'ANIMAUX  
(INSECTES, OISEAUX, ETC.)

... ce qui régule les invasions de ravageurs et réduit donc les risques de destruction des récoltes.



**L'AGROÉCOLOGIE**  
ENTRETIEN LA STRUCTURE  
VIVANTE DES SOLS,  
FAVORISANT L'INFILTRATION  
DE L'EAU

... ce qui offre une plus grande résistance aux sécheresses et limite les risques d'érosion, de ruissellement ou d'engorgement.



**L'AGROÉCOLOGIE**  
INTÈGRE DES ARBRES  
ET DES HAIES DANS LES  
CULTURES ET LES PÂTURAGES

... ce qui tempère l'impact des vagues de chaleur, des chutes de température et des tempêtes.



**L'AGROÉCOLOGIE**  
RECONNECTE LES  
PRODUCTEURS ET LES  
CONSOMMATEURS, TOUT EN  
RETESSANT DU LIEN DANS LA  
COMMUNAUTÉ

... ce qui favorise la solidarité en temps de crise et apaise les tensions sociales.



**POUR EN SAVOIR PLUS :**

<https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2023/07/agro-2023-v6.pdf>



# **TRANSFORMER L'AGRICULTURE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE**



**Environ 40% des sols de la planète sont dégradés, ce qui affecte directement la moitié de la population humaine. Sécheresses du lac Tchad, inondations records au Bangladesh, vagues de chaleur en Belgique : les conséquences du changement climatique sont visibles partout. Mais pour répondre à ces défis, l'agroécologie offre des solutions concrètes par rapport à l'agriculture conventionnelle, tant au Nord qu'au Sud.**

## **Des terres et des populations menacées par le climat**

Le changement climatique aggrave des situations déjà critiques. Au Bangladesh, les inondations de 2024 ont touché 5,6 millions de personnes, les pires que l'est du pays ait connues depuis 34 ans. Le réchauffement climatique augmente la fréquence et l'intensité des pluies de mousson et le pays doit également faire face aux défis de la salinisation des sols.

En Afrique, dans les zones rurales autour du bassin du lac Tchad, 80 % des ménages vivent de l'agriculture. Mais les sécheresses et l'insécurité alimentaire, mêlées aux violences liées aux conflits et à la présence de groupes armés dans la région, menacent leur survie. L'Europe, quant à elle, n'est pas épargnée : la montée des températures dans plusieurs pays provoque sécheresses et feux de forêt - 62 % de la population est aujourd'hui exposée à des risques climatiques élevés.

## **Cap vers la résilience climatique**

Face à ces bouleversements, les pratiques agroécologiques présentent un plus haut taux de résilience climatique que l'agriculture conventionnelle. Au Bangladesh par exemple, des projets agroécologiques qui incluent un système d'agroforesterie fruitière permettent de mieux gérer le drainage et la gestion de l'eau, tout en offrant une diversification alimentaire aux familles locales.

Au lac Tchad, c'est le même constat : le projet RESILAC offre des formations agroécologiques et mène des projets de restauration des terres et d'insertion socio-économique. Grâce à des techniques simples de culture (comme les demi-lunes et les cordons pierreux), les sols sont progressivement restaurés, les rendements augmentent et les populations récupèrent des parcelles pour se nourrir.

Mahamat Adam Tchari, cultivateur de maïs, en témoigne : « Par le passé, il nous était impossible de faire du maraîchage dans de grandes superficies. Mais depuis, grâce à l'installation du système d'irrigation solaire qui fait jaillir de l'eau à tout moment, nous avons réussi à faire du maraîchage sur plus de 4 hectares ! ».

## **En Belgique aussi, des solutions émergent**

Loin des zones tropicales, les régions belges subissent aussi les conséquences. Sécheresses et vagues de chaleur s'intensifient. L'année 2022 a été, avec 2020, l'année la plus chaude jamais enregistrée en Belgique. En réponse, à la Cidrerie des Terres de Crompechine, Frédéric de Baere et Cédric Guillaume cultivent des vergers haute tige en circuit court, dans un système qui optimise l'usage de l'eau, réduit les intrants et favorise la biodiversité. Les variétés des pommes anciennes choisies sont adaptées aux sols et au climat de la région. Elles permettent de produire un cidre typique du terroir, autrefois issus des vergers basse tige. Comme l'explique Cédric, « planter des bandes d'arbres fruitiers dans une pente, ça retient les eaux, et les racines de l'arbre vont permettre de drainer. Ça fait aussi office de brise-vents pour protéger les cultures ».

## **Une agriculture pour l'avenir ?**

Plus les années passent, plus la nécessité de l'agroécologie s'impose comme une évidence. Les fermes agroécologiques dépendent moins d'intrants chimiques, gèrent mieux leurs ressources naturelles et sont souvent plus riches en biodiversité. C'est notamment ce qui les rend plus résistantes face aux aléas climatiques : elles subissent moins de pertes en cas de sécheresse ou d'inondation, rebondissent plus facilement, et mettent en œuvre des techniques de restauration efficaces. L'agroécologie montre ainsi qu'il est possible de répondre aux dérèglements globaux avec des solutions locales, enracinées dans les territoires.

**GIULIA GEORG**  
Volontaire





© elena\_larina

# LA GUERRE EN UKRAINE INSTRUMENTALISÉE PAR LES ADVERSAIRES DE L'AGROÉCOLOGIE

**24 février 2022. Le grenier à blé de l'Europe est sauvagement envahi par la Russie, les infrastructures maritimes qui assurent les livraisons mondiales de céréales sont bombardées. Des répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale sont attendues. En Europe les lobbys de l'agro-industrie réalisent très vite que ce climat d'anxiété peut servir leurs intérêts. En l'espace de quelques mois, les attaques politiques contre les avancées écologiques se multiplient. Le spectre de la famine est brandi comme un épouvantail et l'agriculture intensive et chimique est pointée comme la seule issue possible face aux pénuries présagées.**

### **La fragilité d'un système alimentaire mondialisé**

C'est une évidence : la Guerre en Ukraine aura une fois de plus démontré à quel point le système alimentaire mondialisé est vulnérable aux crises. La perturbation des exportations de blés russes et ukrainiens aggrave la flambée des prix alimentaires et le prix des céréales connaît en 2022 une hausse record de 18%. Face à l'inflation, la réaction classique s'observe : un certain nombre d'états exportateurs comme l'Inde, l'Algérie ou la Côte d'Ivoire, soucieux de garantir la sécurité alimentaire de leur propre population, réduisent drastiquement leurs exportations par crainte de voir leurs stocks quitter le pays. Les principaux impactés par la situation sont l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, qui dépendent largement des importations pour leur consommation. Autre conséquence de la guerre : à travers le monde, la corde se resserre autour du cou des producteurs qui voient leurs coûts de production augmenter. A la fois car ils dépendent des importations de céréales pour nourrir les bêtes, mais aussi parce que la Russie est l'un des principaux exportateurs d'engrais azotés (15% du marché mondial) et d'énergies fossiles.

### **Une seule (fausse) solution : l'intensification ?**

La réaction de l'agro-industrie est immédiate. Quelques jours seulement après l'invasion russe, le syndicat agricole européen Copa-Cogeca, défenseur d'une agriculture chimique et industrielle, émet un communiqué sur la sécurité alimentaire. Le message est simple : dans ce contexte, les normes environnementales menacent la production européenne. Ce discours ne tarde pas à être relayé par tous les grands lobbys, comme Business Europe et le Medef, puis par un grand nombre d'élus politiques. Rien ne semble pourtant indiquer que l'Europe court un véritable risque de pénurie alimentaire, mais le narratif s'ancre rapidement dans les consciences.

L'heure n'est plus à l'agriculture biologique et autres fantaisies d'écolo, il faut produire en masse pour éviter la famine, à l'aide de pesticides, d'engrais de synthèse et de machineries hi-tech. Un revirement politique sans précédent en matière d'écologie s'engage alors et une grande partie de la droite européenne rejoint l'extrême-droite dans l'opposition aux lois environnementales.

L'Union européenne, qui était pourtant bien partie avec le lancement du Green Deal 2019, revient ainsi progressivement sur plusieurs engagements. Les mesures écologiques prévues dans la nouvelle Politique agricole commune sont assouplies, notamment en matière de mise en jachère et de rotation des cultures. La loi sur la restauration de la nature, qui vise à réintroduire de la biodiversité dans les exploitations agricoles, est vidée de sa substance et Emmanuel Macron appelle à « une pause réglementaire européenne » en matière de pesticides. Tout cela sur un fond de discours populiste anti-écolo, qui prétend défendre les classes populaires tout en servant d'autres intérêts.

### **Inverser le raisonnement ?**

Or, la voie de l'intensification agro-industrielle ne bénéficie pas au plus grand nombre. Si l'objectif est de garantir la souveraineté alimentaire de l'Europe et l'approvisionnement de sa population, l'agroécologie offre bien plus de résilience que l'agriculture conventionnelle. La réintroduction de la biodiversité dans les fermes et la diversification des cultures sont des composantes essentielles d'une production stable face au réchauffement climatique. Et l'agroécologie, qui s'appuie sur l'écosystème naturel plutôt que sur les intrants chimiques de synthèse, est bien moins vulnérable aux fluctuations des prix des engrais sur le marché mondial. On aurait en ce sens pu espérer que le conflit serve non seulement de leçon, mais aussi d'opportunité pour un revirement de modèle. Au Burkina Faso, par exemple, les partenaires de Humundi ont pu constater que la hausse des prix des engrais chimiques a poussé de nombreux producteurs à se tourner vers des alternatives locales comme les biopesticides. Mais en Europe comme en Afrique de l'Ouest, l'occasion n'a pas été saisie par les politiques pour opérer la bifurcation. La guerre des idées se poursuit donc, opposant les lobbys de l'agro-industrie, plus féroces que jamais, à la société civile et aux petits producteurs, porteurs d'un modèle d'avenir juste et durable.

**NICOLAS BARLA**

Coordinateur du Supportterres





# CUBA ; UNE TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE IMPOSÉE PAR L'HISTOIRE

**De la révolution de 1959 à la crise post-soviétique, les bouleversements géopolitiques et économiques ont contraint Cuba à adapter son agriculture... et à privilégier l'agroécologie.**

Le point de départ : 1959. Après la révolution cubaine, le nouveau gouvernement lance une réforme agraire qui nationalise les grandes propriétés foncières et redistribue les terres en coopératives et en fermes d'Etat. Cette réforme s'accompagne d'une modernisation du secteur agricole et d'une diversification des cultures, qui étaient jusqu'alors axées sur les besoins des Etats-Unis. En réaction, les Etats-Unis instaurent un embargo en 1962, privant Cuba de son approvisionnement en engrais et pesticides de synthèse. Dès lors, pour pallier le manque de ressources, les agriculteurs doivent recourir aux méthodes traditionnelles. Et celles-ci font très vite leurs preuves. En 15 ans, la production augmente, la surface cultivée double et les conditions de vie en milieu rural s'améliorent.

Un revirement s'opère toutefois lorsqu'en 1972, Cuba rejoint le Conseil d'assistance économique mutuelle, organisation d'entraide économique entre les pays du bloc communiste. Pour répondre à ses engagements, Cuba modernise et spécialise à nouveau son agriculture. En 25 ans, la population rurale passe de 56 % à 28 % et les aliments de base autrefois produits sur l'île sont largement importés.

Mais l'effondrement de l'Union soviétique met fin au partenariat entre les pays socialistes et s'ensuit une crise alimentaire et énergétique appelée « Période spéciale ». Cuba met en place un système de

rationnement et adapte ses pratiques agricoles en promulguant la « Loi sur la Souveraineté Alimentaire », destinée à augmenter l'autosuffisance du pays. Priorité aux cultures comme le riz, les haricots, le maïs. Les terres sont à nouveau redistribuées, surtout en petites exploitations familiales : les récoltes nourrissent les familles et/ou sont vendues aux coopératives.

Aujourd'hui, l'agroécologie occupe 25% des terres agricoles du pays, ce qui offre une meilleure résistance aux ouragans et sécheresses tout en améliorant la santé des sols et la qualité des d'aliments. Mais les rendements restent parfois inférieurs à ceux de l'agriculture intensive et la transition vers l'agroécologie nécessite une formation et un soutien technique importants pour les agriculteurs. Des mouvements sociaux comme *Campesino a campesino* travaillent donc à favoriser l'échange de connaissances entre agriculteurs et à renforcer le lien social.

Certes, Cuba ne pourra probablement pas atteindre une souveraineté alimentaire totale en ne misant que sur l'agroécologie : elle devra aussi moderniser ses infrastructures de transport et renforcer ses partenariats internationaux. Mais son histoire prouve que l'agroécologie peut fonctionner à grande échelle et replacer l'humain au centre de la problématique alimentaire.

**LAURENT STOJKA**  
Volontaire





# LA COOPÉRATION INTERNATIONALE : UN LEVIER ESSENTIEL À PRÉSERVER FACE AUX DÉFIS MONDIAUX

Alors que les budgets de la coopération au développement diminuent dans de nombreux pays du Nord, la solidarité internationale semble s'affaiblir face aux priorités économiques et sécuritaires. Face à cette tendance inquiétante, Benoît De Waegeneer, secrétaire général de Humundi, tire la sonnette d'alarme.

**En quoi la coopération au développement joue-t-elle un rôle central dans la prévention des conflits et le développement durable ?**



**Benoît de Waegeneer :** La coopération est un outil essentiel car elle s'attaque à des causes profondes d'instabilité comme les inégalités sociales et territoriales. Au Sahel, par exemple, l'abandon des zones périphériques et le manque d'infrastructures et d'opportunités économiques ont alimenté la méfiance des gens envers l'État, entraînant tensions, violences et migrations. Notre travail en développement agricole et alimentaire montre que donner des perspectives aux jeunes et associer les communautés aux décisions est essentiel pour bâtir un avenir pacifique. Il ne s'agit pas seulement d'aide, mais de renforcer le lien social entre l'État et ses citoyens.

**Mais alors pourquoi les pays du Nord choisissent-ils de définancer la coopération au développement ?**

**Benoît :** C'est le résultat de choix politiques de court terme, où l'économie et la sécurité priment sur la solidarité. Les pressions budgétaires servent souvent de prétexte, mais le fond du problème est le repli sur soi et la remise en cause de l'idée qu'on fait face à des défis globaux partagés. Renoncer à la coopération,



c'est laisser s'aggraver des crises qui auront tôt ou tard des répercussions internationales. La coopération internationale est essentielle pour répondre aux enjeux qui affectent tous les pays, indépendamment de leurs frontières.

**Le système d'aide internationale est-il encore adapté au monde d'aujourd'hui ?**

**Benoît :** Non, nous sommes au bout d'un modèle. Il repose encore trop sur une logique descendante et sur la centralisation du pouvoir entre bailleurs du Nord. Il faut repenser le financement et l'organisation de la solidarité internationale. Cela implique une relation plus égalitaire avec les pays du Sud, de nouveaux canaux de financement comme des taxes globales et un traitement de la question de la dette. Tant que les pays du Sud resteront écrasés par l'endettement, ils ne pourront investir dans leur avenir. Une restructuration partielle, notamment dans le cadre des financements climatiques, est possible et urgente.

La coopération internationale reste donc plus que jamais indispensable pour construire un monde plus stable et solidaire. Mais il est urgent de repenser son fonctionnement pour la rendre plus juste, plus efficace et plus adaptée aux défis actuels.

**NASTASJA MARCHAL**  
Volontaire



# ENVIE D'ALLER PLUS LOIN ?

Trois pistes à suivre



## UNE ACTION

### On marche pour le climat ?

Le 5 octobre 2025, une grande marche pour le climat est organisée à Bruxelles. Plus que jamais, il est nécessaire de faire masse pour montrer aux décideurs politiques que le climat reste une priorité ! Notamment parce que lutter contre réchauffement climatique, c'est une manière concrète de soutenir les centaines de millions de petits producteurs à travers le monde, qui sont en première ligne face aux vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes et inondations.

Par ailleurs, la marche pour le climat est l'occasion de rappeler que développer l'agroécologie, plutôt que l'agriculture industrielle et chimique, reste la meilleure stratégie pour lutter contre le réchauffement climatique et se prémunir contre ses effets. On vous attend donc nombreuses et nombreux !



<https://coalitionclimat.be/marche-climat>



## UN PODCAST

### L'agroécologie malgré la guerre

Vous ne connaissez pas encore « Champ d'Actions », la chaîne de podcasts de Humundi ? Cet épisode est l'occasion rêvée de vous rattraper !

Comment faire progresser l'agroécologie dans des pays touchés par la guerre, là où les violences qui ont eu lieu ont forcé des populations entières à migrer ? Au Burkina Faso, plus de 2 millions de personnes ont été déplacées par des événements tragiques. Alors, comment faire ? Dans ce podcast, nous débattons de cette question avec Gifty Narh, directrice du CO-RADE au Burkina Faso, et Michael Hauser, enseignant à l'Université des ressources naturelles et des Sciences de la vie à Vienne.



[www.humundi.org/podcast/la-groecologie-malgre-la-guerre](http://www.humundi.org/podcast/la-groecologie-malgre-la-guerre)



## UN MOT

### Résilience

À l'origine, la résilience est un terme utilisé en physique pour désigner la résistance d'un matériau aux chocs. Mais comme l'ont très vite compris les sociologues, c'est aussi un concept très utile pour penser l'avenir de nos sociétés dans un monde où les crises se multiplient.

Quand on parle d'une « société résiliente », ou d'une « agriculture résiliente », on pointe ainsi sa capacité à encaisser les chocs (climatiques, économiques, sécuritaires), à les surmonter sans trop de séquelles et à retrouver rapidement un fonctionnement normal.

Et comme le démontre ce numéro du Supporterres, l'agroécologie est de loin le modèle agricole qui offre la meilleure résilience face aux crises qui nous attendent !